

ESKER

Société Anonyme

Immeuble GEO CHAVEZ

10 rue des Emeraudes

69006 LYON

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2016

ORFIS BAKER TILLY
Le Palais d'Hiver
149 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

DELOITTE & ASSOCIES
Immeuble Higashi
106 Cours Charlemagne
69002 LYON

ESKER

Société Anonyme
Immeuble GEO CHAVEZ
10 rue des Emeraudes
69006 LYON

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ESKER, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 1 "Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation - Changement de méthodes comptables" de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable résultant de l'application du nouveau règlement ANC sur les actifs incorporels.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, le paragraphe 1 " Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation - Changement de méthodes comptables" de l'annexe expose le changement de méthodes comptables résultant du nouveau règlement ANC sur les actifs incorporels. De même, le paragraphe "Goodwill (écart d'acquisition)" de la note 1 de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation et à la comptabilisation des écarts d'acquisition. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable, le caractère approprié de ces règles et méthodes comptables et nous avons apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.
- Le paragraphe "Immobilisations incorporelles" de la note 1 de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation, à l'amortissement et à l'évaluation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et de leur mise en œuvre ainsi que de l'information fournie dans les notes de l'annexe.
- Le paragraphe "Impôts sur les résultats et impôts différés" de la note 1 de l'annexe décrit les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des actifs d'impôts différés résultant de reports fiscaux déficitaires. Nous avons examiné le caractère approprié de ces règles et méthodes et apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeurbanne et Lyon, le 20 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

ORFIS BAKER TILLY



Valérie MALNOY

DELOITTE & ASSOCIES



Nathalie LORENZO CASQUET



SA ESKER

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 10.788.716 Euros

Siège social : 10, Rue des Emeraudes
Immeubles "GEO CHAVEZ" à LYON (69006)
331 518 498 RCS LYON

Comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

TABLE DES MATIERES

BILAN CONSOLIDE	2
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	3
ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	4
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	5
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS	6
1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation	6
2. Périmètre de consolidation	11
3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie	12
NOTE 1 : Informations sectorielles	12
NOTE 2 : Ecart d'acquisition	13
NOTE 3 : Immobilisations incorporelles	13
NOTE 4 : Immobilisations corporelles	14
NOTE 5 : Contrat de location financement	15
NOTE 6 : Autres créances et comptes de régularisation	16
NOTE 7 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement	16
NOTE 8 : Capitaux propres	16
NOTE 10 : Plans de stocks options, actions gratuites et bons de souscription d'actions	17
NOTE 11 : Provisions	18
NOTE 12 : Emprunts et dettes financières	19
NOTE 13 : Autres dettes et comptes de régularisation	19
NOTE 14 : Chiffre d'affaires	20
NOTE 15 : Dépenses de recherche et développement	20
NOTE 16 : Frais de personnel	20
NOTE 17 : Résultat financier	21
NOTE 18 : Résultat exceptionnel	21
NOTE 19 : Impôts sur les bénéfices	21
NOTE 20 : Résultat par action	22
NOTE 21 : Transactions avec les parties liées	22
NOTE 22 : Engagements hors bilan et passifs éventuels	23
NOTE 23 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe	24
NOTE 24 : Evénements post-clôture	24



BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Ecarts d'acquisition	2	5 522	4 321
Immobilisations incorporelles	3	16 859	15 282
Immobilisations corporelles	4/5	5 168	4 985
Immobilisations financières		785	596
Actif immobilisé		28 334	25 184
Stocks		101	161
Créances clients		16 060	13 203
Impôts différés actifs		1 062	1 581
Autres créances et comptes de régularisation	6	3 463	4 870
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	7	21 338	16 295
Actif circulant		42 024	36 110
TOTAL ACTIF		70 358	61 294
PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Capital social		10 789	10 496
Primes d'émission		18 972	18 485
Résultat consolidé		6 325	6 473
Réserves consolidées		-1 684	-6 266
Capitaux propres	8	34 402	29 188
<i>Dont Part du groupe</i>		<i>34 402</i>	<i>29 188</i>
<i>Dont Intérêts minoritaires</i>		<i>0</i>	<i>0</i>
Provisions pour risques et charges	11	554	567
Emprunts et dettes financières	12	7 657	7 317
Dettes fournisseurs		4 765	4 221
Dettes fiscales et sociales		11 142	9 792
Impôts différés passifs		304	105
Autres dettes et comptes de régularisation	13	11 534	10 104
Dettes		35 402	31 539
TOTAL PASSIF		70 358	61 294

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/16	% CA	31/12/15	% CA
Chiffre d'affaires	14	65 990	100,0%	58 457	100,0%
Production immobilisée	15	4 774	7,2%	3 836	6,6%
Autres produits d'exploitation		966	1,5%	1 401	2,4%
Achats consommés		-1 365	-2,1%	-1 430	-2,4%
Variations de stocks		-36	-0,1%	54	0,1%
Autres charges d'exploitation		-18 326	-27,8%	-16 038	-27,4%
Charges de personnel	16	-36 185	-54,8%	-31 954	-54,7%
Impôts et taxes		-916	-1,4%	-896	-1,5%
Dotations nettes aux amortissements		-5 137	-7,8%	-4 326	-7,4%
Dotations nettes aux provisions		-31	0,0%	-50	-0,1%
Résultat d'exploitation		9 734	14,8%	9 054	15,5%
Résultat financier	17	-108	-0,2%	-6	0,0%
Résultat courant des entreprises intégrées		9 626	14,6%	9 048	15,5%
Résultat exceptionnel	18	-474	-0,7%	-245	-0,4%
Impôts sur les résultats	19	-2 950	-4,5%	-2 292	-3,9%
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		123	0,2%	61	0,1%
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			0,0%	-99	-0,2%
Résultat net		6 325	9,6%	6 473	11,1%
Résultat par action en euros	20	1,20		1,30	
Résultat dilué par action en euros	20	1,14		1,22	

ETAT DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Réserves consolidées	Capitaux Propres Groupe
Situation au 31 décembre 2014	10 192	18 115	377	4 650	-11 828	21 506
Résultat reporté à nouveau				-3 442	3 442	0
Résultat de l'exercice				6 473		6 473
Variation des écarts de conversion			729			729
Options de souscription d'actions	304	370				674
Actions propres					1 200	1 200
Dividendes				-1 208		-1 208
Autres mouvements					-186	-186
Situation au 31 décembre 2015	10 496	18 485	1 106	6 473	7 372	29 186
Résultat reporté à nouveau				-4 923	4 923	0
Résultat de l'exercice				6 325		6 325
Variation des écarts de conversion			-322			-322
Options de souscription d'actions	293	488				781
Actions propres					-211	-211
Dividendes				-1 550		-1 550
Autres mouvements					191	191
Situation au 31 décembre 2016	10 789	18 973	784	6 325	-2 469	34 402

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net consolidé	6 325	6 473
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie et non liés à l'activité		
- Dotations nettes aux amortissements et provisions	5 129	4 500
- Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	60	145
- Produits de cession d'éléments d'actif	-104	-134
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier	11 410	10 984
Charges d'impôts	2 950	2 292
Impôts payés	-1 456	-1 165
Intérêts payés et reçus	-19	-21
Variation du besoin en fond de roulement lié à l'activité	1 476	1 136
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	14 361	13 226
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-7 021	-11 528
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	113	181
Augmentation, diminution des immobilisations financières	13	-45
Investissement dans une entreprise associée	-1 061	-4 262
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-7 956	-15 654
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 550	-1 208
Augmentation de capital ou apports		
Frais d'augmentation de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice d'options de souscription d'actions	779	583
(Augmentation) Diminution des actions propres		
Remboursement d'emprunt - contrats de location financement	-2 279	-1 907
Augmentation des dettes financières	2 000	3 000
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-1 050	468
VARIATION DE TRESORERIE	5 355	-1 960
Incidences des variations de taux de change	-312	696
Trésorerie à l'ouverture	16 295	17 559
Trésorerie à la clôture	21 338	16 295

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

1. Règles, méthodes comptables et périmètre de consolidation

■ Arrêté des comptes

Les comptes consolidés du groupe Esker au 31 décembre 2016 ont été arrêtés par le Directoire et présentés pour approbation au Conseil de surveillance du 23 mars 2017.

■ Principes et méthodes comptables

Les comptes consolidés sont présentés conformément au règlement CRC 99-02 et son actualisation issue du CRC 2005-05, et du CRC 2000-06 et tiennent compte du règlement 2014-03 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

■ Changement de méthodes comptables

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement 2015-07 relatif aux comptes consolidés, qui transpose la directive comptable européenne 2013/34 UE, le groupe a procédé à l'analyse des goodwill, existant au 1^{er} janvier 2016, au regard de leur durée d'utilisation. A l'issue de cette analyse, il a opté, comme le permet le nouveau règlement dans ses mesures de 1^{ère} application, à l'arrêt des plans d'amortissements antérieurs tels qu'ils existaient à la clôture de l'exercice précédent.

Pour les acquisitions réalisées à compter du 1^{er} janvier 2016, une analyse documentée spécifique des caractéristiques pertinentes de chaque opération d'acquisition est mise en œuvre, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques ; cette analyse peut conduire, suivant les situations, à reconnaître à l'actif du bilan consolidé des goodwill :

- Non amortissables si leur durée d'utilisation est considérée comme non limitée ; ces goodwill non amortis font alors l'objet d'un test de dépréciation obligatoire chaque exercice ;
- Amortissables sur une durée déterminée s'il est considéré que ces actifs incorporels ont une durée d'utilisation limitée dans le temps.

Pour l'ensemble de ses goodwill, le Groupe a continué, comme il le faisait précédemment, à réaliser un test de perte de valeur au 31 décembre 2016. Ce test n'a pas conduit à constater de perte de valeur.

■ Périmètre et critère de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les titres de participation des sociétés non contrôlées par le groupe Esker, mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable, sont évalués en appliquant la méthode de la mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est présentée en section 2 de la présente annexe.

■ Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euros sont convertis au cours moyen de change de la période ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée. Les écarts de conversion sont présentés distinctement dans les capitaux propres.

■ Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- La prise en compte des engagements de retraite et autres avantages du personnel,
- Le retraitement des contrats de location financement,
- La comptabilisation à l'actif des coûts de développement,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

■ Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite la prise en compte par la Direction d'hypothèses et d'estimations ayant une incidence sur les états financiers.

Les principales estimations faites par La Direction portent notamment sur les hypothèses retenues pour

- l'évaluation et la dépréciation des actifs corporels et incorporels (notes 3 et 4)
- le calcul des impôts différés (note 19)
- l'évaluation des engagements de retraite (note 11)
- l'évaluation des provisions (note 11).

Ces estimations sont fondées sur les meilleures informations dont la Direction dispose à la date d'arrêté des comptes.

■ Goodwill (écart d'acquisition)

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale représente l'excédent du prix d'acquisition sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill est évalué dans la devise de l'entreprise acquise. Le goodwill est initialement comptabilisé au coût en tant qu'actif et est ensuite évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Les goodwill et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

■ Immobilisations incorporelles

Frais de développement

En application de la méthode préférentielle, les dépenses de développement sont immobilisées dès lors que l'entreprise peut démontrer que les critères suivants sont atteints :

- l'entreprise a l'intention, la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme,
- il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise,
- le coût de l'actif incorporel créé à ce titre peut être évalué de façon fiable.

Les coûts de développement engagés par le groupe Esker concernent essentiellement des développements applicatifs et font l'objet d'un suivi individualisé. Ils sont principalement constitués des coûts salariaux.

Au titre de l'activité de développement du groupe, deux catégories d'activité doivent être distinguées :

- les activités de développements visant à créer de nouveaux produits ou à apporter de nouvelles fonctionnalités aux produits existants, pour lesquels les critères de capitalisation définis par la norme IAS 38 sont appréciés par les équipes de marketing et de R&D au moment du lancement de ces projets
- les activités de développements visant à maintenir les produits existants (adaptation aux nouveaux systèmes d'exploitation, maintenance corrective...), qui ne remplissent pas les conditions requises par la norme et ne sont donc pas immobilisés.

Les dépenses de développement immobilisées sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, comprise entre 1 et 5 ans. Les dépenses correspondant à des projets non encore finalisés à la date de clôture sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et donnent lieu à des tests de dépréciation (voir note sur la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ci-après).

Les autres dépenses de recherche et développement ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont comptabilisées directement en charges de l'exercice.

Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisations incorporelles et sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité soit 5 ans.

■ Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût historique d'acquisition. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la Direction.

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle (toutefois considérée comme nulle dans la plupart des cas). Le mode linéaire est en général retenu sur les durées d'utilité estimées suivantes

- | | |
|--|----------------|
| ■ Installations générales : | de 5 à 8 ans |
| ■ Matériel de transport : | de 3 à 5 ans |
| ■ Matériel de bureau et informatique : | de 2,5 à 8 ans |
| ■ Mobilier : | 5 ans |

Contrats de location financement

En application de la méthode préférentielle, les contrats de location transférant à Esker les risques et avantages inhérents à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés en immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière à leur juste valeur ou, si elle est inférieure, à la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location.

Les immobilisations correspondantes sont amorties selon les modalités décrites ci-dessus.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

■ Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test de perte de valeur est réalisé au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie et les immobilisations incorporelles en cours (projets de développement).

Les actifs immobilisés incorporels et corporels font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période, leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). L'UGT correspond aux centres de profits autour desquels le groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Ces centres de profits correspondent généralement aux entités juridiques.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en compte de résultat.

■ Stocks et en cours

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré ou de leur valeur nette de réalisation.

■ Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété correspondant généralement à la livraison pour les ventes de biens et à la réalisation de la prestation pour les activités de services.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

■ Actions propres

Les actions de long terme de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en déduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition, net des frais d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et n'impactent pas le résultat de l'exercice.

■ Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités se composent de soldes bancaires et de fonds de caisses.

Les valeurs mobilières de placement ont une échéance court terme, elles sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les pertes et profits en résultant sont comptabilisés au compte de résultat.

Les variations de trésorerie sont analysées dans le tableau de flux de trésorerie présenté selon la méthode indirecte.

■ Provisions

Les provisions sont constituées lorsque les organes de Direction du groupe ont la connaissance d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qui pourrait engendrer une sortie probable de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue, dont le coût est évaluable de manière fiable.

Des provisions pour litiges peuvent notamment être constituées dans le cadre des litiges connus dans lesquels le groupe est impliqué. A la date d'arrêté des comptes, un examen de ces litiges est réalisé par la Direction et par des conseils extérieurs le cas échéant afin d'évaluer le montant nécessaire de provision à constituer pour couvrir les risques estimés.

■ Avantages au personnel

Plans de retraite

Dans la plupart des filiales, le groupe a une obligation de financement des retraites du personnel par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes gérant les programmes de retraite. Ces cotisations sont comptabilisées en charges dès lors qu'elles sont encourues. Aucun autre engagement n'est lié à ces contributions.

Par ailleurs, en application de la loi française, le groupe a l'obligation de verser aux salariés partant en retraite une indemnité de fin de carrière. Les engagements correspondants sont calculés annuellement selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière. Ce calcul est réalisé dans le respect de la convention collective applicable (SYNTEC) et repose notamment sur les éléments suivants :

- âge estimé de départ en retraite,
- ancienneté du personnel à la date de départ en retraite,

- probabilité de présence des salariés dans l'entreprise à l'âge de départ en retraite.
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation.

Aucun autre engagement de retraite n'est comptabilisé dans les autres filiales du groupe compte tenu de leur caractère non significatif ou de l'absence d'obligation légale en la matière.

Autres avantages à long terme

En application de la législation locale, la filiale italienne a l'obligation de verser une allocation aux salariés lors de leur départ, quel qu'en soit le motif (démission, retraite...). Cette allocation est calculée sur la base du salaire annuel et de l'ancienneté des salariés, et fait l'objet d'une réévaluation annuelle indexée sur un taux d'inflation communiqué par le gouvernement italien.

Impôts sur les résultats et impôts différés

Les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés donnent lieu à la comptabilisation d'impôts différés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future paraît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires (y compris les montants reportables de manière illimitée) ne sont reconnus que lorsque leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et sont compensés au sein d'une même entité fiscale. Les impôts différés calculés sur des éléments imputés en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt en France.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année en cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues.

Compte tenu du caractère définitivement acquis du crédit d'impôt recherche indépendamment de la situation fiscale du Groupe, il a été décidé de classer ce produit en « autres produits d'exploitation ».

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé de manière générale lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à l'entreprise et lorsque le montant des produits peut être estimé de manière fiable, et plus spécifiquement à la date de transfert des risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien.

Dans le cadre de son activité, le chiffre d'affaires du groupe est principalement constitué de ventes de licences, de contrats de prestation de maintenance et de prestations de services associés (formation et assistance à la mise en œuvre, de ventes de services accessibles à la demande via internet (externalisation des envois de fax et courriers) et de fourniture de matériel (cartes fax).

- Les ventes de licences et de matériel sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de livraison,
- Les produits relatifs aux contrats de maintenance sont comptabilisés en chiffre d'affaires de manière linéaire sur la durée totale du contrat. Dans le cas de contrats portant sur l'exercice en cours et les exercices suivants, des produits constatés d'avance sont comptabilisés à la clôture de l'exercice pour la partie des contrats correspondant aux exercices futurs,
- Les prestations de service liées aux ventes de logiciels sont comptabilisées en chiffre d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.

Les autres prestations de services sont constatées en chiffre d'affaires à leur date de réalisation.

■ Crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi est comptabilisé, conformément à l'avis ANC, en réduction des charges de personnel dans le compte de résultat.

Conformément aux dispositions de l'article 76 de la Loi de Finances pour 2015, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement ;
- de recherche, d'innovation ;
- de formation et de recrutement.

2. Périmètre de consolidation

Aucune variation de périmètre de consolidation n'a été constaté au cours de l'exercice 2016.

Sociétés	Sièges	2016		2015		Méthode de consolidation (1)
		Contrôle	Intérêt	Contrôle	Intérêt	
ESKER	Lyon (France)	Société consolidante				
ESKER GmbH	Essen (Allemagne)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Ltd	Derbyshire (Royaume-Uni)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Srl	Milan (Italie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Iberica Sl	Madrid (Espagne)	99,8%	99,8%	99,8%	99,8%	I. G.
ESKER Inc	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
ESKER Australia Pty Ltd	Sydney (Australie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation Asia Pte Ltd	Singapour	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Documents Automation (M) Sdn Bhd	Kuala Lumpur (Malaisie)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Esker Solution Canada Inc	Montréal (Canada)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
CalvaEdi	Paris (France)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
TermSync	Madison (Etats-Unis)	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	I. G.
Neotouch Cloud Solution	Dublin (Irlande)	30,0%	30,0%	30,0%	30,0%	M.E.

(1) : I.G. : Intégration Globale

M.E. : Mise en équivalence

3. Notes relatives au bilan, compte de résultat et tableau de flux de trésorerie

NOTE 1 : Informations sectorielles

Informations relatives aux produits et services

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Vente de logiciels	2 600	2 827
Vente de cartes fax	727	925
Contrats de maintenance et mise à jour	8 645	9 336
Prestations de services	10 637	8 732
Traffic	43 380	36 636
CHIFFRE D'AFFAIRES	65 990	58 457

Informations relatives aux zones géographiques

Au 31 décembre 2016 En milliers d'euros	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	25 755	2 110	3 434	3 222	3 462	28 007	65 990
Immobilisations corporelles et incorporelles	19 429	2	34	96	58	2 408	22 027

Au 31 décembre 2015 En milliers d'euros	France	Allemagne	Royaume uni	Europe du Sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	Total Groupe
Chiffres d'affaires externes	21 680	1 861	3 512	2 990	3 382	25 032	58 457
Immobilisations corporelles et incorporelles	19 240	3	42	94	42	846	20 267

Informations relatives aux principaux clients

Sur l'exercice 2016, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 5,3 % du chiffre d'affaires total du groupe.

Sur l'exercice 2015, le chiffre d'affaires réalisé avec le principal client correspond à 4,7 % du chiffre d'affaires total du groupe.

NOTE 2 : Ecarts d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
TermSync	5 487	101	5 386	4 186
CalvaEdi	137	2	135	135
TOTAL ECARTS D'ACQUISITION	5 624	103	5 522	4 321

Aucune acquisition ni cession n'est intervenue sur l'exercice 2016.

L'augmentation de la valeur brute de l'écart d'acquisition de la filiale TermSync s'explique par la variation de change et l'ajustement de prix d'acquisition suite au paiement de l'earn out début 2017.

NOTE 3 : Immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Valeur Nette
Frais de développement	23 301	15 098	8 203	6 936
Marques	1 083		1 083	1 067
Logiciel	1 439	1 015	424	468
Relation clientèle	4 963	295	4 668	4 845
Immobilisations incorporelles en-cours	2 481		2 481	1 966
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	33 267	16 408	15 859	15 282

Les frais de développement capitalisés à l'actif sont constitués des éléments suivants :

- coûts engagés dans le cadre du développement des logiciels de dématérialisation,
- coûts liés au développement de l'activité « On Demand » de l'ensemble de nos solutions.

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Au 31/12/2015 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Variations de périmètre ¹	Autres mouvements	Clôture
Frais de développement	19 021				4 280	23 301
Marques	1 067				16	1 083
Logiciel	1 408	123	-116		24	1 439
Relation clientèle	4 963					4 963
Immobilisations incorporelles en-cours	1 966	4 784			-4 269	2 481
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	28 425	4 907	-116	0	51	33 267
Frais de développement	12 085	3 010			3	15 098
Logiciel	940	123	-62		14	1 015
Relation clientèle	118	177				295
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	13 143	3 310	-62	0	17	16 408
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	15 282	1 597	-54	0	34	16 859

Les autres mouvements incluent pour l'essentiel le transfert des immobilisations en cours en frais de développement et les effets de change.

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Au 31/12/2015 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminu- tions	Variations de périmètre ¹	Autres mouvements	Clôture
Frais de développement	15 480	117			3 424	19 021
Marques	0			1 049	18	1 067
Logiciel	880	119	-6	363	52	1 408
Relation clientèle	0			4 963		4 963
Immobilisations incorporelles en-cours	1 668	3 718			-3 420	1 966
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS BRUTES	18 028	3 954	-6	6 375	74	28 425
Frais de développement	9 564	2 521				12 085
Logiciel	755	79	-6	85	27	940
Relation clientèle	0			118		118
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - AMORTISSEMENTS	10 319	2 600	-6	203	27	13 143
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES - VALEURS NETTES	7 709	1 354	0	6 172	47	15 282

1. Il s'agit des variations de périmètre
CalvaEDl et TermSync

NOTE 4 : Immobilisations corporelles

En milliers d'euros	31/12/2016			31/12/2015
	Valeur Brute	Amortisse- ments	Valeur Nette	Valeur Nette
Matériel de bureau informatique	3 783	2 544	1 239	1 141
Installations et agencements	1 369	795	574	431
Matériel et outillage	6 920	3 965	2 955	3 293
Matériel de transport	53	16	37	25
Mobilier	512	149	363	94
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 637	7 489	5 168	4 984

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2016

Au 31/12/2016 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminutions	Variations de périmètre ¹	Autres mouvements	Clôture
Matériel de bureau informatique	3 316	731	-289		25	3 783
Installations et agencements	1 169	354	-160		6	1 369
Matériel et outillage	6 235	700	-15			6 920
Matériel de transport	51	14	-12			53
Mobilier	467	314	-280		11	512
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	11 238	2 113	(756)		42	12 637
Matériel de bureau informatique	2 225	560	-253		12	2 544
Installations et agencements	688	127	-14		-6	795
Matériel et outillage	2 942	1 039	-14		-2	3 965
Matériel de transport	26	17	-27			16
Mobilier	373	31	-253		-2	149
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	6 254	1 774	-561		2	7 469
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	4 984	339	-195		40	5 168

■ Variations constatées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015

Au 31/12/2015 En milliers d'Euros	Ouverture	Augmen- tations	Diminutions	Variations de périmètre ¹	Autres mouvements	Clôture
Matériel de bureau informatique	2 858	566	-369	81	180	3 316
Installations et agencements	1 163	153	-137	44	-54	1 169
Matériel et outillage	5 271	1 414	-491	7	34	6 235
Matériel de transport	48	9	-6			51
Mobilier	419	32	-46	26	36	467
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES	9 759	2 174	(1 049)	158	196	11 238
Matériel de bureau informatique	2 144	455	-310	73	-137	2 225
Installations et agencements	678	109	-143	30	14	688
Matériel et outillage	2 106	942	-363	6	251	2 942
Matériel de transport	12	15	-1			26
Mobilier	349	26	-48	14	32	373
IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS	5 289	1 547	-865	123	160	6 254
IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS NETTES	4 470	627	-184	35	36	4 984

1. Il s'agit des variations de périmètre CalvaEDI et TermSync

NOTE 5 : Contrat de location financement

En milliers d'euros	Valeur brute	Amortissements cumulés	Valeur nette
Au 31 décembre 2014	4 836	-1 730	3 106
Augmentation	1 132	-891	241
Diminution	-491	363	-128
Ecart de conversion	0	0	0
Au 31 décembre 2015	5 477	-2 258	3 219
Augmentation	619	-987	-368
Diminution	0	0	0
Ecart de conversion	0	0	0
Au 31 décembre 2016	6 096	-3 245	2 851

Les engagements relatifs aux contrats de location financement s'analysent de la manière suivante au titre des exercices clos au 31 décembre 2016 et 2015 :

En milliers d'Euros	31/12/2016				31/12/2015			
	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL	A moins d'un an	De 2 à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL
Total des loyers futurs minimaux	930	1 806	0	2 736	925	2 140	0	3 065
Valeurs actualisées des paiements minimaux	907	1 615	0	2 522	902	2 069	0	2 971

NOTE 6 : Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/16	Valeur Nette 31/12/15
Créance d'impôt	1 682	2 386
Autres créances fiscales	366	1 047
Autres créances	92	106
Charges constatées d'avance	1 323	1 331
TOTAL AUTRES GREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	3 463	4 870

NOTE 7 : Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Au 31 décembre 2016, la trésorerie dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

En milliers d'euros	Valeur Nette 31/12/16	Valeur Nette 31/12/15
Valeurs mobilières de placement	5 721	3 571
Disponibilités	15 617	12 724
TOTAL DISPONIBILITES ET VMP	21 338	16 295

Les valeurs mobilières de placement correspondent à des SICAV monétaires et des comptes à terme sans risque de perte de valeur.

NOTE 8 : Capitaux propres

	Valeur (en milliers d'euros)	Nombre d'actions
Capital social au 31/12/2014	10 192	5 095 840
Augmentation de capital	93	46 300
Levée de stock-options et de bons de souscriptions d'actions	212	105 975
Capital social au 31/12/2015	10 497	5 248 115
Augmentation de capital	108	54 000
Levée de stock-options et de bons de souscriptions d'actions	184	92 243
CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2016	10 789	5 394 358

La société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social. Le groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres suivis par le groupe intègrent les mêmes composantes que les capitaux propres consolidés.

Un dividende de 0,30 € par action a été versé sur la période.

NOTE 9 : Actions propres

La part du capital social détenu en propre par le groupe a évolué de la manière suivante au cours de l'exercice 2016 :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Nombre d'actions propres détenues à l'ouverture	189 847	268 528
Achats d'actions (contrat de liquidité)	103 889	125 469
Ventes d'actions (contrat de liquidité)	-100 113	-133 769
Achats d'actions (croissance externe)		
Ventes d'actions (croissance externe)		-70 381
Nombre d'actions propres détenues à la clôture	193 623	189 847

NOTE 10 : Plans de stocks options, actions gratuites et bons de souscription d'actions

Les caractéristiques des plans d'options de souscription, d'achats d'actions et de bons de souscriptions d'actions non échus au 31 décembre 2016 sont présentées ci-dessous :

Type	Dates		Prix d'exercice en euros	Nombre d'options			Solde
	attribution	expiration		attribuées	exercées	échues ou perdus	
Plan de souscription	02/01/07	01/01/17	7,21	88 796	50 560	37 724	512
Plan de souscription	02/07/07	01/07/17	10,12	69 606	32 596	21 660	15 350
Plan de souscription	08/07/08	07/07/18	4,07	68 600	41 200	0	27 400
Plan de souscription	03/04/09	02/04/19	2,74	118 300	70 623	16 095	31 582
Plan de souscription	01/06/10	31/05/20	6,37	48 000	15 656	2 344	30 000
Plan de souscription	12/09/11	11/09/21	5,44	67 400	23 062	4 688	39 650
Plan de souscription	10/04/12	09/04/22	8,26	19 750	8 591	2 782	8 377
Plan de souscription	01/10/12	30/09/22	9,44	56 000	7 000	8 000	41 000
Plan de souscription	19/04/13	18/09/23	13,04	27 500	7 687	1 000	18 813
Plan de souscription	01/04/14	31/03/24	16,32	12 000	2 310	1 312	8 378
Plan de souscription	01/04/15	31/03/25	19,62	24 500	999	375	23 126
Plan de souscription	01/07/16	30/06/26	32,92	23 800	0	0	23 800
TOTAL PLANS DE SOUSCRIPTION				624 252	260 284	95 980	267 988
Actions gratuites	19/06/15	18/06/17		42 750			42 750
Actions gratuites	12/10/15	11/10/17		1 800			1 800
Actions gratuites	01/07/16	30/06/18		62 600			62 600
TOTAL ACTIONS GRATUITES				107 150	0	0	107 150

Les variations du nombre d'options, d'actions gratuites et de bons de souscriptions d'actions attribués au personnel du groupe au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2016 se présentent de la manière suivante :

	Options de souscription d'actions		Actions Gratuites attribuées, non émises	
	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €	Quantité	Prix d'exercice moyen pondéré en €
Solde à exercer au 31 décembre 2015	337 870	8,12	98 550	21,03
Quantité attribuée	23 800	32,92	62 600	34,30
Quantité exercée	-92 243	7,28	-54 000	17,83
Quantité échue ou perdue pour cause de départ	-1 439	10,18		
Solde à exercer au 31 décembre 2016	267 988	10,60	107 150	30,39

NOTE 11 : Provisions

En milliers d'euros	31/12/2015	Augmentation, dotation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés, repris au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/2016
Provisions pour risques et charges	3			-3		0
Engagements de retraite	564	31	-33	-8		554
TOTAL PROVISIONS	567	31	-33	-11	0	554

Les engagements de retraite sont constitués d'engagements relatifs aux départs à la retraite des salariés de la société Esker France et de l'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie.

Régime en vigueur en France

En France, les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite des salariés de la société Esker SA ont fait l'objet d'un changement d'estimation. Aux hypothèses habituelles, ont été rajoutées une probabilité de rester jusqu'à la retraite croissante avec l'âge des salariés. Ainsi, les hypothèses utilisées pour le calcul des engagements de retraite au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Hypothèses d'évaluation des engagements de retraite en France

• Taux d'actualisation	1,00%
• Taux de croissance des salaires	0,73%
• Age de départ en retraite	65 ans
• Taux de turnover appliqué aux salariés de moins de 40 ans	7,33%
• Probabilité de rester - salariés > 40 ans	40,00%
• Probabilité de rester - salariés > 45 ans	55,00%
• Probabilité de rester - salariés > 50 ans	70,00%
• Probabilité de rester - salariés > 55 ans	80,00%
• Probabilité de rester - salariés > 60 ans	90,00%

L'impact de ce changement d'estimation sur l'exercice 2016 est une charge complémentaire de 222 K€ qui a été comptabilisée en résultat exceptionnel.

En outre, en 2016, une partie des engagements de retraite ont fait l'objet d'une couverture financière externe partielle dont l'objectif est de constituer progressivement des fonds alimentés par des primes versées. Ces primes sont incluses dans les charges de l'exercice et s'élèvent à 350 K€.

Les engagements nets de fonds sont provisionnés et d'élèvent à 328 K€ au 31 décembre 2016.

Régime en vigueur en Italie

L'allocation due aux salariés de la filiale Esker Italie s'élève à 228 K€ au 31/12/2015 et s'analyse de la manière suivante :

En milliers d'euros	31/12/2015	Augmentation de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Autres variations	31/12/16
Allocation de départ Esker Italie	228	31	-33		226

NOTE 12 : Emprunts et dettes financières

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Contrat de location financement	2 757	3 072
Emprunts bancaires	4 900	4 245
TOTAL DETTES FINANCIERES	7 657	7 317

Contrats de location financement

La dette financière comptabilisée est la contrepartie de l'immobilisation des contrats de location financement, tel que décrit dans la note 4 ci-dessus.

NOTE 13 : Autres dettes et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Produits constatés d'avance	6 012	6 051
Dépôts et cautions clients	2 385	2 009
Autres dettes	3 137	2 044
TOTAL AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION	11 534	10 104

Les produits constatés d'avance concernent principalement les contrats de maintenance dont le chiffre d'affaires est comptabilisé linéairement sur la durée du contrat.

Les autres dettes sont constituées pour 3 074 K€ de la dette pour l'earn out et le retention payout relatif à l'acquisition de TermSync.

NOTE 14 : Chiffre d'affaires

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Vente de logiciels	2 600	2 827
Vente de cartes fax	727	925
Contrats de maintenance et mise à jour	8 645	9 336
Prestations de services	10 637	8 732
Traffic	43 380	36 636
CHIFFRE D'AFFAIRES	65 990	58 457

NOTE 15 : Dépenses de recherche et développement

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Dépenses de R&D de la période	-6 754	-5 583
Frais de développement immobilisés	4 774	3 836
Amortissements des frais de développement immobilisés	-3 010	-2 509
DEPENSES DE R&D NON IMMOBILISEES	-4 990	-4 256

L'analyse des dépenses de développement immobilisées au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2015 est présentée dans la Note 2.

NOTE 16 : Frais de personnel

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Rémunération du personnel	27 649	24 071
Charges sociales	8 536	7 883
FRAIS DE PERSONNEL	36 185	31 954

Le détail de l'effectif par pays est présenté ci-après :

	France	Allemagne	Royaume Uni	Europe du sud	Australie, Asie	Etats-Unis, Canada	TOTAL
Effectif au 31/12/2016	243	5	14	21	28	116	427
Effectif au 31/12/2015	209	7	14	17	29	99	375
Effectif au 31/12/2014	180	6	14	15	22	83	320

NOTE 17 : Résultat financier

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Produits financiers	64	54
Résultat de change	-93	16
Charges financières	-78	-76
RESULTAT FINANCIER	-107	-6

NOTE 18 : Résultat exceptionnel

En milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
Résultat exceptionnel sur opérations de gestion	-420	-351
Résultat exceptionnel sur opérations en capital	80	106
Dotations et reprises exceptionnelles	-134	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-474	-245

NOTE 19 : Impôts sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôts de la période

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
(Charge) / Produit d'impôt exigibles	-2 224	-2 667
(Charge) / Produits nets d'impôts différés	-726	375
(CHARGE) / PRODUIT D'IMPÔT TOTAL	-2 950	-2 292

Impôts différés au bilan

Les variations d'impôts différés au bilan s'analysent de la manière suivante :

En milliers d'euros	IMPÔT DIFFERE ACTIF	IMPÔT DIFFERE PASSIF
Solde au 31 décembre 2014	1 132	(38)
Impôt différés de la période constatés en résultat	436	-61
Effet des variations de taux de change	13	-6
Solde au 31 décembre 2015	1 581	(105)
Impôt différés de la période constatés en résultat	-539	-187
Effet des variations de taux de change	20	-12
Solde au 31 décembre 2016	1 062	(304)

Au 31 décembre 2016, le groupe dispose de déficits fiscaux reportables à durée illimitée n'ayant pas donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif, pour un montant de 10 844 K€.

Preuve d'impôt

En milliers d'euros	31/12/16	31/12/15
Résultat net	6 325	6 473
- Quote-part des sociétés mises en équivalence	123	61
- Dotations aux amortissements sur écarts d'acquisition	0	-99
- Charge / Produit d'impôt comptabilisé (-/+)	-2 950	-2 292
Résultat net avant impôt	9 152	8 803
Taux d'impôt de droit commun de la société mère	33,33%	33,33%
Charge / Produit d'impôt théorique (-/+)	-3 050	-2 934
Différences fiscales permanentes	671	244
Economie d'impôt sur déficit reportable	-187	534
Non reconnaissance d'impôts différés actifs sur déficit reportable	-160	-294
Différences fiscales temporaires	-322	71
Différence de taux	98	-157
Autres	-1	243
CHARGE / PRODUIT D'IMPÔT COMPTABILISÉ (-/+)	-2 950	-2 292

NOTE 20 : Résultat par action

Le résultat net par action et le résultat net dilué par action sont calculés en divisant la part du résultat net revenant au Groupe par le nombre d'actions approprié. Pour le calcul du résultat net par action, le nombre d'actions retenu est le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, ce dernier tenant compte de la neutralisation des actions d'autocontrôle.

Le nombre d'action retenu pour le calcul du résultat net dilué par action est le nombre moyen pondéré d'actions potentiellement en circulation au cours de la période. Il prend notamment en compte le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat net par action, complété du nombre de stock-options et bons de souscriptions d'actions et d'actions gratuites dilutifs.

	31/12/2016		31/12/2015	
	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions	Résultat Net (en euros)	Nombre moyen pondéré d'actions
Bases de calcul du résultat par action	6 325 000	5 287 202	6 473 000	4 975 593
Stock-options ayant un effet dilutif		186 355		228 475
Actions gratuites ayant un effet dilutif		81 350		64 575
Bases de calcul du résultat dilué par action	6 325 000	5 554 907	6 473 000	5 268 643
Résultat par action	1,20		1,30	
Résultat dilué par action	1,14		1,23	

NOTE 21 : Transactions avec les parties liées

Relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker détenues majoritairement

Dans le cadre des relations commerciales entre les sociétés du Groupe Esker des facturations sont réalisées sur les éléments suivants :

- ventes de solutions par la société mère à ses filiales
- royalties
- refacturation de dépenses marketing

- refacturation de frais de personnel
- intérêts sur avances financières consenties

L'ensemble de ces transactions sont réalisées à des conditions normales, et sont intégralement éliminées dans les comptes consolidés.

Autres transactions avec les parties liées

Les rémunérations et avantages de toutes natures versés aux mandataires sociaux, considérés comme des parties liées à la société, sont présentés ci-après.

AU 31/12/2016 En milliers d'euros	Rémunération versée (base brute)	Nature de la rémunération versée			
		Salaires fixes, honoraires	Salaires variables	Avantages en nature	Jetons de présence
Membres du Directoire	672	331	328	13	0
Membres du Conseil de Surveillance	78	60			18
TOTAL	750	391	328	13	18

NOTE 22 : Engagements hors bilan et passifs éventuels

Les engagements et passifs éventuels sont listés ci-dessous.

Obligations contractuelles (en milliers d'euros)	TOTAL	Paielements dus par période			Charge de la période
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Dettes à long terme	-				
Obligations en matière de location financement	Information mentionnée dans la Note 4 de l'annexe				
Contrats de location simple	9 209	2 258	6 584	367	3 321
Obligations d'achat irrévocables	-				
Autres obligations long terme	-				
TOTAL	9 209	2 258	6 584	367	3 321

La majorité des contrats de location portent sur les locaux occupés par les sociétés du Groupe. La durée (de 3 à 10 ans), les clauses d'indexation et de renouvellement prévues par les contrats sont propres à chaque pays.

Les autres contrats de locations concernent des machines de mise sous plis et affranchissement en France ainsi qu'une flotte de véhicules.

Autres engagements donnés et reçus (en milliers d'euros)	TOTAL	Montants des engagements par période		
		A moins d'1 an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit(*)	0			
Lettres de crédit	-			
Garanties	-			
Obligations de rachat	-			
Nantissements, hypothèses et sûretés réelles	-			
Autres engagements donnés	-			
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES				
Autres engagements reçus				
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS				

* Lignes de crédit autorisées mais non utilisées : 500 K€

NOTE 23 : Honoraires des commissaires aux comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

	Deloitte & Associés				Orfis Baker Tilly				Autres			
	2016		2015		2016		2015		2016		2015	
	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%	€ H.T.	%
AUDIT												
Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés												
- Emetteur	39 740	54%	38 740	55%	33 260	46%	32 260	45%	0	0%	0	0%
- Filiales intégrées globalement	0	0%	0	0%	45 324	71%	46 173	69%	18 847	29%	20 404	31%
Missions accessoires												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
Sous-Total Audit	39 740	29%	38 740	28%	78 584	57%	78 433	57%	18 847	14%	20 404	15%
AUTRES PRESTATIONS												
Juridique fiscal, social												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement									13 668	100%	14 291	100%
Autres												
- Emetteur												
- Filiales intégrées globalement												
Sous-Total Autres prestations	0		0		0		0		13 668	100%	14 291	100%
TOTAL	39 740	29%	38 740	28%	78 584	52%	78 433	52%	32 515	22%	34 695	23%

NOTE 24 : Evénements post-clôture

Par un communiqué de presse en date du 27 octobre 2016, le Groupe Esker a annoncé avoir conclu un accord en vue d'acquiescer 100 % du capital de la société e-integration. Cette acquisition a eu lieu fin janvier 2017 et la société e-integration entrera dans le périmètre de consolidation du groupe au premier janvier 2017.